

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203245]

25 AVRIL 2024. — Décret modifiant certaines dispositions du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi assurant la transposition des mesures transversales minimales visées à l'article 52/3 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 127 et l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Modification du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé assurant la transposition des mesures transversales minimales visées à l'article 52/3 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes*

**Art. 2.** A l'article 6 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, le mot « trois » est remplacé par le mot « deux »;

2<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup> sont ajoutés et rédigés comme suit :

« 6<sup>o</sup> un membre désigné par le ministre du Budget;

7<sup>o</sup> un représentant du Centre stratégique d'expertise fiscale, financière et budgétaire;

8<sup>o</sup> deux membres du Conseil général de l'Agence. »;

3<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots « sauf pour ce qui concerne les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>; » sont insérés après les mots « Conseil général »;

4<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup> sont ajoutés et rédigés comme suit :

« 5<sup>o</sup> membre du Gouvernement de l'État fédéral, d'une Région, d'une Communauté ou le Secrétaire d'État bruxellois;

6<sup>o</sup> membre du Parlement européen, des Chambres législatives fédérales ou d'un parlement de Région ou de Communauté;

7<sup>o</sup> gouverneur de province;

8<sup>o</sup> membre du personnel de l'Agence, à l'exception du ou des responsable(s) de la gestion journalière;

9<sup>o</sup> conseiller externe ou consultant régulier de l'Agence. »;

5<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, dernier alinéa, les mots « à 7<sup>o</sup> » sont ajoutés après le « 2<sup>o</sup> »;

6<sup>o</sup> au paragraphe 2, les mots « 2<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup> » sont remplacés par les mots « 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup> ».

**Art. 3.** A l'article 6/1 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, les mots « , au Gouvernement et au Conseil général; » sont ajoutés après les mots « l'article 28/3 »;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, les mots « au Gouvernement et au Conseil général » sont insérés entre le mot « formule » et les mots « les avis »;

3<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, les mots « dans un délai maximum d'un mois à partir de la formulation de la demande; » sont ajoutés après les mots « articles 29/1, § 1<sup>er</sup>, et 29/2 »;

4<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, les mots « en ce compris les programmes d'investissements et l'évolution de la trésorerie de l'Agence, » sont insérés entre les mots « l'Agence, » et les mots « en particulier »;

5<sup>o</sup> un troisième alinéa est ajouté, rédigé comme suit :

« Les avis et rapports visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont transmis par le président du comité au service désigné par le Gouvernement, pour traitement et archivage. ».

CHAPITRE III. — *Modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi assurant la transposition des mesures transversales minimales visées à l'article 52/3 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution*

**Art. 4.** A l'article 24bis du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, le mot « trois » est remplacé par le mot « deux »;

2<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, les mots « Cellule d'informations financières » sont remplacés par les mots « Centre stratégique d'expertise fiscale, financière et budgétaire »;

3<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le 7<sup>o</sup> est ajouté et rédigé comme suit :

« 7<sup>o</sup> un membre désigné par le ministre du Budget. »;

4<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots « ou d'une Communauté » sont remplacés par les mots « , d'une Communauté ou le Secrétaire d'État bruxellois; »;

5<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4, les mots « directeurs généraux adjoints » sont remplacés par les mots « directeurs généraux »;

6<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 5, les mots « à 6 » sont remplacés par les mots « à 7<sup>o</sup> »;

7<sup>o</sup> au paragraphe 2, les mots « 2<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup> » sont remplacés par les mots « 1<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup> ».

**Art. 5.** A l'article 24bis/1 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, les mots « , au Gouvernement et au Comité de gestion; » sont ajoutés après les mots « visée à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup> »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, les mots « au Gouvernement et au Comité de gestion, » sont insérés entre le mot « formuler » et les mots « les avis »;

3° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, les mots « dans un délai maximum d'un mois à partir de la formulation de la demande. » sont ajoutés après les mots « du contrat de gestion »;

4° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, les mots « en ce compris les programmes d'investissements et l'évolution de la trésorerie de l'Office, » sont insérés entre les mots « l'Office, » et les mots « en particulier »;

5° un troisième alinéa est ajouté et rédigé comme suit :

« Les avis et rapports visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont transmis par le président du comité au service désigné par le Gouvernement, pour traitement et archivage. ».

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

**Art. 6.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 avril 2024.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture,  
de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,  
de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORRÉALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

(1) Session 2023-2024

Documents du Parlement wallon, 1671 (2023-2024) n<sup>os</sup> 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 24 avril 2024.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/203245]

25 APRIL 2024. — Decreet tot wijziging van sommige bepalingen van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en van het decreet van 6 mei 1999 Decreet betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling dat de omzetting verzekert van de minimale transversale maatregelen bedoeld in artikel 52/3 van het decreet van 15 december 2011 houdende de organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportering van de Waalse overheidsdiensten, voor de aangelegenheden geregeld in artikel 138 van de Grondwet (1))

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid met het oog op de omzetting van de minimale transversale maatregelen bedoeld in artikel 52/3 van het decreet van 15 december 2011 houdende de organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsdiensten*

**Art. 2.** In artikel 6 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

2° in paragraaf 1, lid 1, wordt het woord "drie" vervangen door het woord "twee";

2° in paragraaf 1, lid 1, wordt er een punt 6°,7° en 8° toegevoegd, luidend als volgt:

6° een lid aangewezen door de Minister van Begroting;

7° een vertegenwoordiger van het Centre stratégique d'expertise fiscale, financière et budgétaire;

8° twee leden van het Agentschap. ”;

3° in paragraaf 1, derde lid, worden na de woorden "Algemene Raad" de woorden "met uitzondering van de leden bedoeld in paragraaf 1<sup>er</sup>, 8°;" ingevoegd;

4° in paragraaf 1, lid 1, worden de punten 5°, 6°, 7°, 8° en 9° ingevoegd, luidend als volgt:

"5° lid van de Regering van de Federale Staat, van een Gewest of een Gemeenschap of de Brusselse Staatssecretaris;

6° een lid van het Europees Parlement, van de Federale wetgevende kamers of van een Gewest- of Gemeenschapsparlement;

7° provinciegouverneur;

8° personeelslid van het Agentschap of van één van haar dochtermaatschappijen, met uitzondering van de verantwoordelijke(n) voor het dagelijks beheer;

9° externe adviseur of regelmatige consultant van het Agentschap.";

5° in paragraaf 1, laatste alinea, worden na "2°" de woorden "tot 7°" toegevoegd;

6° in paragraaf 2 worden de woorden "2° tot 5°" vervangen door de woorden "1° tot 8°".

**Art. 3.** In artikel 6/1 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1, 1°, worden de woorden "aan de Regering en aan de Algemene Raad;" toegevoegd na de woorden "artikel 28/3";

2° in lid 1, 2°, worden de woorden ",aan de Regering en aan de Algemene Raad" na het woord "adviezen";

3° in lid 1, 2°, worden de woorden "binnen een maximumtermijn van één maand te rekenen van het formuleren van de aanvraag" toegevoegd na de woorden "artikelen 29/1, § 1, en 29/2";

4° in paragraaf 1, 3°, worden de woorden "met inbegrip van investeringsprogramma's en wijzigingen in de kaspositie van het Agentschap," ingevoegd tussen de woorden "het Agentschap," en de woorden "in het bijzonder";

5° er wordt een derdelid toegevoegd, luidend als volgt:

"De in het eerste lid bedoelde adviezen en verslagen worden door de voorzitter van het comité ter behandeling en archivering toegezonden aan de door de regering aangewezen dienst. "

**HOOFDSTUK III. — Wijziging van het decreet van 6 mei 1999 Decreet betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling dat de omzetting verzekert van de minimale transversale maatregelen bedoeld in artikel 52/3 van het decreet van 15 december 2011 houdende de organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportering van de Waalse overheidsdiensten, voor de aangelegenheden geregeld in artikel 138 van de Grondwet**

**Art. 4.** Artikel 24bis van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) wordt als volgt gewijzigd:

1° in paragraaf 1, lid 1, 2°, wordt het woord "drie" vervangen door het woord "twee";

2° in paragraaf 1, eerste lid, 6°, worden de woorden "Cellule d'information financières" vervangen door de woorden "Centre stratégique d'expertise fiscale, financière et budgétaire";

3° in paragraaf 1, lid 1, wordt er een punt 7° toegevoegd, luidend als volgt:

7° een lid aangewezen door de Minister van Begroting; ”;

4° in paragraaf 1<sup>er</sup>, derde lid, worden de woorden "of een gemeenschap" vervangen door de woorden ", een gemeenschap of de Brusselse staatssecretaris;";

5° in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden "adjunct directeurs-generaal" vervangen door de woorden "directeurs-generaal".

6° in paragraaf 1, vijfde lid, wordt het woord "tot 6°" vervangen door de woorden "tot 7°";

7° in paragraaf 2 worden de woorden "2° tot 5°" vervangen door de woorden "1° tot 7°".

**Art. 5.** In artikel 1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1, 1°, worden de woorden ", aan de Regering en aan het beheerscomité" toegevoegd na de woorden "bedoeld in artikel 12, § 1, 7°";

2° in lid 1, 2°, worden de woorden "aan de Regering en aan het beheerscomité" toegevoegd na het woord "adviezen";

3° in lid 1, 2°, worden de woorden "binnen een maximumtermijn van één maand te rekenen van het formuleren van de aanvraag" toegevoegd na het woord "beheerscontract";

4° in paragraaf 1, 3°, worden de woorden "met inbegrip van investeringsprogramma's en wijzigingen in de kaspositie van de Dienst," ingevoegd tussen de woorden "de Dienst," en de woorden "in het bijzonder";

5° er wordt een derdelid toegevoegd, luidend als volgt:

"De in het eerste lid bedoelde adviezen en verslagen worden door de voorzitter van het comité ter behandeling en archivering toegezonden aan de door de regering aangewezen dienst. "

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

**Art. 6.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2025.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 april 2024.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President et Minister van Klimaat, Energie, Infrastructuren en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,  
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
C. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

(1) Zitting 2023-2024

Stukken van het Waalse Parlement 1671 (2023-2024) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 24 april 2024.

Bespreking.

Stemming.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/005858]

**25 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon portant création du Centre Stratégique d'Expertise Fiscale, Financière et Budgétaire, en abrégé : CeSEFFB, abrogeant les arrêtés du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne, et du 8 mai 2014 portant création de la cellule d'informations financières et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005, et retirant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023 portant création du Centre Stratégique d'Expertise Fiscale, Financière et Budgétaire, en abrégé : CeSEFFB, et abrogeant diverses dispositions en la matière**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 87, §§ 1<sup>er</sup> et 3, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2014 portant création de la cellule d'informations financières et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023 portant création du Centre Stratégique d'Expertise Fiscale, Financière et Budgétaire, en abrégé : CeSEFFB, et abrogeant diverses dispositions en la matière ;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés les 6 avril 2023 et 24 octobre 2023 ;

Vu le rapport du 2 janvier 2024 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de la Ministre de la Fonction publique donné le 9 janvier 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 janvier 2024 ;

Vu le protocole de négociation n°864 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 15 mars 2024 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 29 mars 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 76.027/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 3 avril 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant le décret d'assentiment du 19 novembre 2015 portant assentiment du protocole d'accord entre la Région wallonne, la Communauté française et la Commission communautaire francophone en matière de gratuité des détachements dans les Cabinets ministériels ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, tel que modifié ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur et la Commission wallonne pour l'énergie en Région wallonne ;